

1958, p. 2575). — Cesse d'expédier les affaires courantes [1^{er} juin 1958] (*J. O.* du 2 juin 1958, p. 5279).

GEORGES (M. Maurice), *Député de la Haute-Saône (I. P. A. S.)*.

Son élection est validée [27 janvier 1956] (p. 116). = Est nommé membre de la Commission des affaires économiques [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [24 février 1956] (p. 514), [18 octobre 1957] (p. 4537).

Dépôts :

Le 2 mars 1956, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice du régime de la sécurité sociale aux ascendants des fusillés de la Résistance, n° 945. — Le 29 mai 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre diverses mesures pour remédier à la gravité de la crise agricole, n° 1976. — Le 25 juin 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que le taux d'intérêt demandé aux bénéficiaires de prêts à la construction ne soit pas affecté par les modifications du taux d'escompte de la Banque de France, n° 5243. — Le 27 septembre 1957, une proposition de loi tendant à modifier le décret n° 57-845 du 29 juillet 1957 majorant le taux de la T.V. A. sur certains produits, n° 5788. — Le 28 octobre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté interministériel du 21 mai 1957 instituant une redevance de location et d'entretien des compteurs électriques, n° 5847.

Intervention :

Son rapport au nom du 8^e bureau sur les opérations électorales du territoire de Saint-Pierre et Miquelon (collège unique) [3 février 1956] (p. 209). = S'excuse de son absence [14 mars 1956] (p. 918). = Obtient un congé [14 mars 1956] (p. 918).

GERNEZ (M. Raymond), *Député du Nord (3^e circonscription) (S.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé membre de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

GIAGOBBI (M. François), *Député de la Corse (R. R. S.)*.

Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil

(Cabinet BOURGÈS-MAUNOURY)
du 17 juin 1957 au 6 novembre 1957,

Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil

(Cabinet Félix GAILLARD)
du 11 novembre 1957 au 14 mai 1958.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [31 janvier 1956] (p. 161) (1); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [31 janvier 1956] (p. 161) (1); de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice constitutionnelle [5 mai 1956] (p. 1798). — Est élu Vice-Président de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [10 février 1956] (p. 254).

Dépôt :

Le 14 juin 1956, une proposition de loi tendant à organiser le camping, n° 2196.

Interventions :

Ses rapports sur des pétitions [20 novembre 1956] (p. 4951); [14 février 1957] (p. 889). — Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (Cabinet Bourgès-Maunoury) [17 juin 1957] (*J. O.* du 18 juin 1957, p. 6083). — Présente sa démission de

(1) Démissionnaire [18 juin 1957] (p. 2744).